

2° de aanvrager met alle rechtsmiddelen aantoon dat zijn activiteit voorafgaat aan de inwerkingtreding van het decreet;

3° dat de op de datum van inwerkingtreding van het decreet ingeschreven ambulances voldoen aan de normen die in artikel 11 van dit besluit vastliggen.

Art. 23. De ambulanciers die in dienst zijn op de datum van inwerkingtreding van het decreet beschikken vanaf die datum over een termijn van drie jaar, die één keer bij besluit van de Minister verlengd kan worden, om te voldoen aan de opleidingsvereisten bedoeld in artikel 6, 1° en 3°. Ze worden vrijgesteld van de vereisten waarin artikel 6, 2°, voorziet.

De aanvrager van de erkenning levert met elk rechtsmiddel het bewijs dat de activiteit van de ambulancier voorafgaat aan de inwerkingtreding van het decreet.

De aanvrager geeft de overheid die de erkenning verleent binnen de in het eerste lid bedoelde termijn het bewijs dat zijn ambulanciers, in dienst op de datum van inwerkingtreding van het decreet, voldoen aan de kwalificatie- en opleidingsvoorwaarden waarin artikel 6, 1° en 3°, voorziet.

Art. 24. Het decreet treedt in werking de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 26. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 mei 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2005 — 1315

[2005/201444]

12 MAI 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au fonctionnement de l'autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 juin 2001 instituant une autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne, notamment l'article 3, § 4, et l'article 4;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 mars 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2005;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 mars 2005;

Vu le protocole d'accord n° 449 contenant les conclusions de la négociation qui a eu lieu le 4 mai 2005 au sein du Comité de Secteur XVI;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement Territorial,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon adopte le règlement d'ordre intérieur de l'autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne, tel que repris en annexe I^{re}.

Art. 2. Le Gouvernement wallon adopte le règlement de procédure de l'autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne, tel que repris en annexe II.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 1^{er} et de l'annexe I^{re} qui produisent leurs effets le 28 mai 2002.

Art. 5. Le Ministre qui a la Gestion aéroportuaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 12 mai 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE I^{re}

Autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière
de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne

Règlement d'ordre intérieur

Article 1^{er}. Siège de l'autorité indépendante

1. Le siège de l'autorité indépendante est à Namur.

Art. 2. Fonctionnement de l'autorité indépendante

1. L'autorité indépendante, sur convocation de son président, se réunit en réunion plénière ordinaire une fois par mois, un samedi en principe et ce, au moins dix fois par an sauf circonstances exceptionnelles.

2. Lorsque les circonstances l'exigent, le président convoque l'autorité indépendante en réunion plénière extraordinaire dans les plus brefs délais.

3. Le président établit l'ordre du jour des réunions plénières. Tout membre peut proposer au président l'inscription à l'ordre du jour de toute question entrant dans les attributions de l'autorité indépendante. La question sera introduite au moins sept jours ouvrables avant la séance.

4. Le président peut inviter à participer aux réunions plénières de l'autorité indépendante toute personne extérieure et ce, à titre consultatif sauf opposition de la majorité des membres, informés sept jours ouvrables au plus tard avant la réunion.

Ces invités n'assistent pas aux délibérations de l'autorité.

5. Dans les mêmes conditions, le président peut également inviter à participer aux réunions les représentants de toute administration.

6. L'autorité indépendante désigne en son sein un vice-président.

7. L'autorité indépendante délibère en assemblée plénière non publique. Il ne peut être valablement délibéré que si plus de la moitié des membres assistent à la réunion. Si après une première convocation le quorum n'est pas atteint, l'autorité indépendante pourra valablement délibérer quelque soit le nombre de ses membres présents, lors d'une seconde réunion convoquée à cet effet avec préavis de quinze jours.

8. Les membres de l'autorité indépendante sont tenus de garder le secret des délibérations.

9. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents.

Le vote à main levée est de règle. Il est constaté par le secrétaire de la séance et proclamé par le président.

10. L'autorité indépendante peut constituer des commissions à caractère permanent ou occasionnel dont elle détermine les tâches, missions et modalités de fonctionnement, tout comme recourir à des experts.

11. Le rapport annuel d'activités rédigé par le secrétariat est adressé, après approbation par l'autorité, au Parlement wallon, au Gouvernement et au Comité de concertation pour l'environnement pour chaque aéroport.

Art. 3. Tenues des séances de l'autorité indépendante

1. L'autorité indépendante ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour qui auront été adressées au moins sept jours ouvrables à l'avance au président ou exceptionnellement sur celles qui, en raison de leur urgence, lui sont soumises en séance.

2. Le président ou son remplaçant dirige les délibérations.

Par remplaçant, il faut entendre le vice-président. En cas de défaillance de ce dernier, le président désigne tout autre membre pour le représenter.

3. Le secrétariat des séances de l'autorité indépendante est assuré par un fonctionnaire désigné au sein des services du Gouvernement.

4. Il est tenu un procès-verbal des réunions plénières. Ce document est signé par le président de séance et le secrétaire. Il y est fait mention des membres présents et des décisions prises.

Un exemplaire du projet de procès-verbal est remis à chaque membre de l'autorité indépendante. Il est annexé, pour approbation, à la convocation pour la réunion suivante.

Une fois approuvé, un exemplaire du procès-verbal est adressé à chacun des membres et au Ministre qui a l'équipement et l'exploitation aéroportuaire dans ses attributions.

5. Les délibérations n'étant pas publiques, l'autorité indépendante peut, par décision spéciale prise à l'unanimité, admettre leur publicité dans les formes et teneurs, qu'elle juge convenables. Dans ce cas les décisions sont rendues publiques.

Art. 4. Le budget

1. Le président propose au Ministre qui a l'équipement et l'exploitation aéroportuaire dans ses attributions le budget annuel pour le fonctionnement de l'autorité indépendante, ainsi que tout réajustement budgétaire s'avérant nécessaire en cours d'exercice.

Art. 5. Rémunération des membres de l'autorité indépendante

1. Les membres de l'autorité indépendante ont droit pour leur présence aux réunions plénières à des jetons de présence d'un montant forfaitaire de 240 € brut.

Ce montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation du mois de février 2002.

2. Les membres de l'autorité indépendante ont droit aux indemnités pour frais de déplacement conformément aux dispositions applicables au personnel des services du Gouvernement wallon et notamment en exécution du Chapitre I^{er} du Titre II du Livre IV du Code de la Fonction publique wallonne.

3. Il est accordé, aux membres de l'autorité indépendante, une indemnité horaire pour services prestés en dehors des réunions plénières.

L'indemnité horaire est fixée à 60 € brut indexé.

4. Le membre de l'autorité indépendante n'ayant pas son domicile en Belgique bénéficiera pour assister aux réunions du remboursement, sur base de justificatifs, de la totalité des frais qu'il aura exposés.

5. Dans le cadre de déplacements à l'étranger, chaque membre de l'autorité indépendante aura droit au remboursement, sur base de justificatifs, des débours occasionnés dans le cadre de sa mission.

Art. 6. Assistance technique de l'autorité

1. Les agents des services du Gouvernement wallon chargés de l'assistance technique de l'autorité bénéficient d'une allocation mensuelle en application de l'article LIV.TI.5 du Code de la Fonction publique wallonne, fixée comme suit :

- pour le secrétaire : un montant brut de 250 euros par mois;
- pour un assistant technique de niveau A : un montant brut de 170 euros par mois;
- pour un assistant technique de niveau B : un montant brut de 125 euros par mois.

Cette allocation est à charge du budget de l'autorité.

2. Lorsqu'un agent visé au point 1 est invité par l'autorité à exécuter un déplacement à l'étranger, il aura droit au remboursement, sur base de justificatifs, des débours occasionnés dans le cadre de sa mission.

Art. 7. Délégation en matière financière

Délégation est accordée au directeur de la Direction des Programmes et de la Gestion aéroportuaire (D323) pour approuver et mettre en paiement les dépenses relatives aux déclarations de créances afférentes aux rémunérations et frais visés à l'article 5.

Art. 8. Missions diverses

§ 1^{er}. Du président

Le Président est chargé notamment :

- de préparer les assemblées de l'autorité indépendante;
- d'établir l'ordre du jour des sessions;
- de veiller à ce que soient accomplies les missions confiées à l'autorité indépendante;
- de soumettre à l'approbation de l'autorité indépendante le rapport annuel et le rapport financier rédigé par le secrétariat;
- de représenter et de déléguer la personne chargée de représenter en qualité l'autorité indépendante vis-à-vis des tiers;
- de veiller à ce que soit assurée la liaison entre les groupes de travail et l'autorité indépendante.

§ 2. Du vice-président

Le vice-président est chargé notamment de remplacer le président dans tout ou partie de ses fonctions, qu'il soit empêché ou que ce soit sur délégation du président.

Art. 9. Décès, démission ou révocation

Du président

En cas de décès ou démission du président, il est remplacé par le vice-président ou à défaut par la personne déléguée par lui, jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 relatif au fonctionnement de l'autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne.

Namur, le 12 mai 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ANNEXE II

PROJET DE REGLEMENT DE PROCEDURE

A. Champ d'application du présent règlement

Article 1^{er}. Les présentes dispositions précisent les modalités de l'exercice des missions consultatives et de médiation de l'autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne visées à l'article 2, 6^o et 7^o, du décret du 8 juin 2001 instituant cette autorité.

B. Introduction de la demande d'avis ou de médiation

Art. 2. § 1^{er}. Toute demande doit faire apparaître :

- 1^o son objet développé de manière claire et concise;
- 2^o l'identité de la personne dont elle émane;
- 3^o la mention de tout recours juridictionnel en cours;

§ 2 Toute demande doit être accompagnée de :

- 1^o la copie des documents en possession du demandeur, de nature à étayer sa demande;
- 2^o la mention que des démarches administratives appropriées auprès des institutions et organes concernés ont été réalisées ou que des recours administratifs ont été exercés.

C. Réception de la demande d'avis ou de médiation

Art. 3. Lorsqu'une demande est adressée à l'autorité, le secrétariat en accuse réception au demandeur dans les 15 jours de la réception.

D. Examen de la compétence de l'autorité

Art. 4. § 1^{er}. Le dossier est traité par la cellule juridique de l'autorité qui examine la compétence de celle-ci à connaître de la demande. La cellule juridique prépare un projet d'avis à l'attention de l'autorité.

§ 2. L'avis sur la compétence est approuvée par l'autorité.

§ 3. Lorsque la demande relève directement de la compétence de l'autorité, elle est traitée selon les modalités décrites ci-dessous.

§ 4. Lorsque la demande ne relève pas directement de la matière des nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne, il est signifié au demandeur, par courrier motivé, dans les 30 jours de la prise d'avis de l'autorité, que sa demande ne sera pas traitée.

Art. 5. Au cas où elle s'avère non compétente, l'autorité peut conseiller au demandeur de s'adresser à une autre instance.

E. Recevabilité de la demande

Art. 6. L'autorité ne traite une demande que pour autant qu'elle émane d'un citoyen clairement identifié.

F. Traitement de la demande

Art. 7. Lorsque l'autorité s'est déclarée compétente, elle décide des investigations à mener et du recours éventuel à des experts.

En fonction de la complexité de la demande, l'autorité évalue le délai raisonnable pour son traitement.

Dans la mesure du possible, ce délai ne dépasse pas 60 jours.

L'autorité charge le secrétariat d'informer le demandeur du délai estimé.

Art. 8. Le secrétariat, assisté de la cellule juridique, rédige après investigations un projet d'avis ou de recommandation transmis à l'autorité.

Art. 9. Les dossiers de demande d'avis en ce compris les projets de recommandation sont tenus à la disposition des membres de l'autorité par le secrétariat.

Ils peuvent être consultés sur place à tout moment.

Art. 10. Sauf autorisation formelle et écrite de l'autorité, les dossiers de demande d'avis en cours ne peuvent être consultés par d'autres personnes que les membres de l'autorité et les membres des services du Gouvernement affectés à son fonctionnement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 relatif au fonctionnement de l'Autorité indépendante chargée du contrôle et du suivi en matière de nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne.

Namur, le 12 mai 2005.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2005 — 1315

[2005/201444]

12. MAI 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Arbeitsweise der mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region entstehenden Lärmbelästigung beauftragten unabhängigen Behörde

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 8. Juni 2001 zur Einsetzung einer unabhängigen Behörde, beauftragt mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region entstehenden Lärmbelästigung, insbesondere des Artikels 3, § 4 und des Artikels 4;

Aufgrund des am 7. März 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 17. März 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 16. März 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Vereinbarungsprotokolls Nr. 449, das die Schlussfolgerungen der am 4. Mai 2005 innerhalb des Sektorenausschusses XVI geführten

Verhandlungen enthält;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung verabschiedet die allgemeine Dienstordnung der mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region entstehenden Lärmbelästigung beauftragten unabhängigen Behörde, so wie sie in der Anlage I angegeben wird.

Art. 2 - Die Wallonische Regierung verabschiedet die Verfahrensordnung der mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region entstehenden Lärmbelästigung beauftragten unabhängigen Behörde, so wie sie in der Anlage II angegeben wird.

Art. 3 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 wird außer Kraft gesetzt.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 1 und der Anlage I, die am 28. Mai 2002 wirksam sind.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE I

Die mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region entstehenden Lärmbelästigung beauftragte unabhängige Behörde

Allgemeine Dienstordnung

Artikel 1 - Sitz der unabhängigen Behörde

1. Der Sitz der unabhängigen Behörde befindet sich in Namur.

Art. 2 - Arbeitsweise der unabhängigen Behörde

1. Auf Einberufung ihres Vorsitzenden tritt die unabhängige Behörde einmal im Monat, grundsätzlich samstags und zwar mindestens zehnmal im Jahr unter Vorbehalt außergewöhnlicher Umstände, zu einer ordentlichen Plenarversammlung zusammen.

2. Falls es die Umstände erfordern, beruft der Vorsitzende die unabhängige Behörde schnellstmöglich zu einer außerordentlichen Plenarversammlung ein.

3. Der Vorsitzende stellt die Tagesordnung der Plenarversammlungen auf. Jedes Mitglied kann dem Vorsitzenden vorschlagen, jegliche, unter die Zuständigkeit der unabhängigen Behörde fallende Angelegenheit auf die Tagesordnung zu setzen. Sie wird mindestens sieben Werktage vor der Sitzung eingereicht.

4. Der Vorsitzende kann jede auswärtige Person einladen, in beratender Eigenschaft an den Plenarversammlungen der unabhängigen Behörde teilzunehmen, außer im Falle eines Einwands seitens der Mehrheit der Mitglieder, die spätestens sieben Werktage vor der Versammlung in Kenntnis gesetzt werden. Diese Gäste nehmen nicht an den Beschlussfassungen der unabhängigen Behörde teil.

5. Unter denselben Bedingungen kann der Vorsitzende ebenfalls die Vertreter einer jeden Verwaltung einladen, an den Versammlungen teilzunehmen.

6. Die unabhängige Behörde bezeichnet unter ihren Mitgliedern einen stellvertretenden Vorsitzenden.

7. Die unabhängige Behörde berät in einer nicht öffentlichen Plenarversammlung. Die Beratung ist lediglich dann beschlussfähig, wenn mehr als die Hälfte der Mitglieder an der Versammlung teilnehmen. Falls das Quorum nach einer ersten Einberufung nicht erreicht wird, ist die Beratung der unabhängigen Behörde nach einer zweiten, zu diesem Zweck mit einer Fristanzeige von fünfzehn Tagen einberufenen Versammlung ungeachtet der Anzahl ihrer anwesenden Mitglieder beschlussfähig.

8. Die Mitglieder der unabhängigen Behörde sind zur Geheimhaltung der Beratungen verpflichtet.

9. Die Beschlüsse werden mit der Zweidrittelmehrheit der anwesenden Mitglieder gefasst. Die Abstimmung durch Handzeichen ist üblich. Sie wird von dem Sitzungssekretär zu Protokoll gebracht und von dem Vorsitzenden verkündet.

10. Die unabhängige Behörde kann Ausschüsse ständigen oder gelegentlichen Charakters gründen, deren Arbeiten, Aufgaben und sich auf die Arbeitsweise beziehende Modalitäten sie bestimmt, wie auch Sachverständige zu Rate ziehen.

11. Der vom Sekretariat verfasste jährliche Tätigkeitsbericht wird nach Genehmigung der Behörde an das wallonische Parlament, die Regierung und den Umweltkonzertierungsausschuss für jeden Flughafen gerichtet.

Art. 3 - Abhaltung der Sitzungen der unabhängigen Behörde

1. Die unabhängige Behörde kann lediglich über die Angelegenheiten beraten, die auf die Tagesordnung gesetzt und mindestens sieben Werktage im Voraus an den Vorsitzenden gerichtet wurden oder ausnahmsweise über diejenigen Angelegenheiten, die ihm aufgrund ihrer Dringlichkeit während der Sitzung unterbreitet werden.

2. Der Vorsitzende oder dessen Stellvertreter leitet die Beratungen. Unter Stellvertreter ist der stellvertretende Vorsitzende zu verstehen. Bei Ausfall des Letzteren bezeichnet der Vorsitzende jegliches andere Mitglied, um ihn zu vertreten.

3. Das Sekretariat der Sitzungen der unabhängigen Behörde wird von einem innerhalb der Dienststellen der Regierung bezeichneten Beamten geführt.

4. Es wird ein Protokoll der Plenarversammlungen geführt. Dieses Dokument wird von dem Vorsitzenden der Sitzung und von dem Sekretär unterzeichnet. In dem Protokoll werden die anwesenden Mitglieder und die gefassten Beschlüsse eingetragen. Ein Exemplar des Entwurfs des Protokolls wird jedem Mitglied der unabhängigen Behörde übergeben. Es wird der Einberufung zur nächstfolgenden Sitzung zur Genehmigung beigefügt. Nach der Genehmigung wird jedem Mitglied und dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehört, ein Exemplar des Protokolls übermittelt.

5. Da die Beratungen nicht öffentlich sind, kann die unabhängige Behörde durch einen einstimmig gefassten Sonderbeschluss ihre Bekanntmachung in den von ihr als angemessen erachteten Formen und Worten zulassen. In diesem Fall werden die Beschlüsse bekanntgegeben.

Art. 4 - Haushalt

1. Der Vorsitzende schlägt dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Ausrüstung und der Betrieb der Flughäfen gehört, den Jahreshaushalt für das Funktionieren der unabhängigen Behörde, sowie jegliche, sich im Laufe des Haushaltsjahres als erforderlich erweisende Haushaltsangleichung vor.

Art. 5 - Entlohnung der Mitglieder der unabhängigen Behörde

1. Die Mitglieder der unabhängigen Behörde haben für ihre Anwesenheit bei den Plenarversammlungen Anrecht auf Anwesenheitsgelder von einem Pauschalbetrag von 240 € brutto.

Dieser Betrag wird den Schwankungen des Indexes der Verbraucherpreise des Monats Februar 2002 angepasst.

2. Die Mitglieder der unabhängigen Behörde haben gemäß den auf das Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung anwendbaren Bestimmungen und insbesondere in Durchführung des Kapitels I des Titels II des Buches IV des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes Anrecht auf Entschädigungen für Fahrtkosten.

3. Den Mitgliedern der unabhängigen Behörde kann eine Stundenentschädigung für die außerhalb der Plenarversammlungen erbrachten Dienstleistungen gewährt werden. Die Stundenentschädigung wird auf den an den Index gebundenen Bruttobetrag von 60 € festgelegt.

4. Das Mitglied der unabhängigen Behörde, dessen Wohnsitz sich nicht in Belgien befindet, hat für seine Teilnahme an den Versammlungen auf der Grundlage von Belegen Anspruch auf die Rückzahlung der gesamten, von ihm getätigten Ausgaben.

5. Im Rahmen der Auslandsreisen hat jedes Mitglied der unabhängigen Behörde auf der Grundlage von Belegen Anrecht auf die Rückzahlung der im Rahmen seiner Aufgabe entstandenen Unkosten.

Art. 6 - Technischer Beistand der Behörde

1. Die mit dem technischen Beistand der Behörde beauftragten Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung haben in Anwendung des Artikels LIV.TI.5 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes Anspruch auf eine monatliche Zulage, die folgendermaßen festgelegt wird:

- für den Sekretär: ein Bruttobetrag von 250 Euro pro Monat;
- für einen technischen Assistenten der Stufe A: ein Bruttobetrag von 170 Euro pro Monat;
- für einen technischen Assistenten der Stufe B: ein Bruttobetrag von 125 Euro pro Monat.

Diese Zulage geht zu Lasten des Haushalts der Behörde.

2. Falls ein in Punkt 1 erwähnter Bediensteter von der Behörde aufgefordert wird, eine Auslandsreise zu unternehmen, hat er auf der Grundlage von Belegen Anrecht auf die Rückzahlung der im Rahmen seiner Aufgabe entstandenen Unkosten.

Art. 7 - Vollmacht im Finanzbereich

Dem Direktor der Direktion der Programme und der Flughafenverwaltung (D.323) wird die Vollmacht erteilt, die Ausgaben bezüglich der mit den in Artikel 5 erwähnten Entlohnungen und Kosten verbundenen Forderungsanmeldungen zu genehmigen und auszuzahlen.

Art. 8 - Sonstige Aufgaben

§ 1. Des Vorsitzenden

Der Vorsitzende wird insbesondere mit folgenden Aufgaben beauftragt:

- Vorbereitung der Versammlungen der unabhängigen Behörde;
- Aufstellung der Tagesordnung der Sitzungen;
- Dafür Sorge tragen, dass die der unabhängigen Behörde anvertrauten Aufgaben durchgeführt werden;
- Unterbreitung zur Genehmigung der unabhängigen Behörde des Jahresberichts und des von dem Sekretariat verfassten Finanzberichts;
- Vertretung und Bevollmächtigung der mit der Vertretung entgegen Drittpersonen in der Eigenschaft als unabhängige Behörde beauftragten Person;
- Dafür Sorge tragen, dass die Verbindung zwischen den Arbeitsgruppen und der unabhängigen Behörde gewährleistet wird.

§ 2. Des stellvertretenden Vorsitzenden

Der stellvertretende Vorsitzende wird insbesondere beauftragt, den Vorsitzenden in der Gesamtheit oder in einem Teil seiner Amtsausübungen zu ersetzen, ob dieser verhindert ist oder ihm die Vollmacht erteilt.

Art. 9 - Sterbefall, Rücktritt oder Absetzung

§ 1. Des Vorsitzenden

Im Sterbefall oder bei Rücktritt des Vorsitzenden wird dieser durch den stellvertretenden Vorsitzenden, oder in Ermangelung dessen, durch eine von ihm bevollmächtigte Person bis zur Ernennung eines neuen Vorsitzenden ersetzt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2005 über die Arbeitsweise der mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region entstehenden Lärmbelästigung beauftragten unabhängigen Behörde als Anlage beigefügt zu werden,

Namur, den 12. Mai 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

ANLAGE II

ENTWURF EINER VERFAHRENSORDNUNG

A. Anwendungsbereich der vorliegenden Ordnung

Artikel 1 - In den vorliegenden Bestimmungen werden die Modalitäten für die Ausführung der Beratungs- und Vermittlungsaufgaben der mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region entstehenden Lärmbelästigung beauftragten unabhängigen Behörde angegeben, die in Artikel 2, 6° und 7° des Dekrets vom 8. Juni 2001 zur Einsetzung dieser Behörde erwähnt werden.

B. Einreichung des Begutachtungs- oder Vermittlungsantrags

Art. 2 - § 1. Aus jedem Antrag muss Folgendes zu entnehmen sein:

- 1° sein deutlich erläuterter und kurzgefasster Gegenstand;
- 2° die Personalien der Person, von der er ausgeht;
- 3° die Angabe eines jeden laufenden Rechtsbehelfs.

§ 2. Jedem Antrag ist Folgendes beizufügen:

- 1° die Abschrift der Unterlagen, anhand deren der Antragsteller seinen Antrag bekräftigen kann;

2° die Angabe, dass angemessene Verwaltungsgänge bei den betroffenen Einrichtungen und Organen durchgeführt oder Verwaltungsbeschwerden erhoben wurden.

C. Eingang des Begutachtungs- oder Vermittlungsantrags

Art. 3 - Wenn ein Antrag an die Behörde gerichtet wird, bestätigt das Sekretariat dem Antragsteller innerhalb von 15 Tagen nach dem Erhalt, dass der Antrag bei ihr eingegangen ist.

D. Prüfung der Zuständigkeit der Behörde

Art. 4 - § 1. Die Akte wird von der juristischen Zelle der Behörde behandelt, die deren Zuständigkeit überprüft, über den Antrag zu befinden. Die juristische Zelle bereitet für die Behörde den Entwurf eines Gutachtens vor.

§ 2. Das Gutachten über die Zuständigkeit wird von der Behörde genehmigt.

§ 3. Falls der Antrag unmittelbar unter die Zuständigkeit der Behörde fällt, wird er gemäß den nachstehend beschriebenen Modalitäten behandelt.

§ 4. Wenn der Antrag nicht unmittelbar in den Bereich der Lärmbelästigung der Flughäfen in der Wallonischen Region fällt, wird dem Antragsteller innerhalb von 30 Tagen ab der Erstellung des Gutachtens der Behörde per begründetes Schreiben mitgeteilt, dass sein Antrag nicht behandelt wird.

Art. 5 - Falls sich die Behörde als unzuständig erweist, kann sie dem Antragsteller anraten, sich an eine andere Instanz zu wenden.

E. Zulässigkeit des Antrags

Art. 6 - Die Behörde behandelt einen Antrag nur insofern er von einem deutlich identifizierten Bürger ausgeht.

F. Behandlung des Antrags

Art. 7 - Wenn sich die Behörde als zuständig erklärt hat, entscheidet sie über die zu führenden Ermittlungen und über die eventuelle Heranziehung der Sachverständigen.

Unter Berücksichtigung der Komplexität des Antrags schätzt die Behörde die vernünftige Frist für dessen Behandlung ein.

Wenn möglich überschreitet diese Frist nicht 60 Tage.

Die Behörde beauftragt das Sekretariat, den Antragsteller von der eingeschätzten Frist in Kenntnis zu setzen.

Art. 8 - Nach den Ermittlungen verfasst das Sekretariat mit der Unterstützung der juristischen Zelle den der Behörde übermittelten Entwurf eines Gutachtens oder einer Empfehlung.

Art. 9 - Das Sekretariat stellt die Akten zur Beantragung eines Gutachtens, einschließlich der Empfehlungsentwürfe, den Mitgliedern der Behörde zur Verfügung.

Sie können jederzeit an Ort und Stelle eingesehen werden.

Art. 10 - Vorbehaltlich einer ausdrücklichen und schriftlichen Genehmigung der Behörde, können die laufenden Akten zur Beantragung eines Gutachtens nicht von anderen Personen als den Mitgliedern der Behörde und den für deren Funktionieren eingesetzten Mitgliedern der Dienststellen der Regierung eingesehen werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Mai 2005 über die Arbeitsweise der mit der Kontrolle und der Aufsicht auf dem Gebiet der durch die Betriebstätigkeit der Flughäfen der Wallonischen Region entstehenden Lärmbelästigung beauftragten unabhängigen Behörde als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Mai 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2005 — 1315

[2005/201444]

12 MEI 2005. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de werking van de onafhankelijke instantie voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 8 juni 2001 houdende instelling van een onafhankelijke instantie voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 3, § 4 en artikel 4;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 maart 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 16 maart 2005;

Gelet op het protocolakkoord nr. 449 met de conclusies van de onderhandeling die op 4 mei 2005 plaatsvond binnen het Sectorcomité XVI;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

Besluit :

Artikel 1. Het in bijlage I bedoelde huishoudelijk reglement van de onafhankelijke instantie voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 2. Het in bijlage II bedoelde huishoudelijk reglement van de onafhankelijke instantie voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest wordt door de Waalse Regering goedgekeurd.

Art. 3. Het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van artikel 1 en bijlage I die op 28 mei 2002 uitwerking hebben.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheden het beheer van Luchthavens behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 mei 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE I

Onafhankelijke instantie voor de controle en de opvolging
inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest

Huishoudelijk reglement

Artikel 1. Zetel van de onafhankelijke instantie

1. De zetel van de onafhankelijke instantie is in Namen gevestigd.

Art. 2. Werking van de onafhankelijke instantie

1. De onafhankelijke instantie komt, na bijeenroeping van haar voorzitter, één keer per maand op een zaterdag, in gewone zitting bijeen en dit, minstens tien zaterdagen per jaar behalve in buitengewone omstandigheden.

2. Wanneer de omstandigheden het vereisen, roept de voorzitter de onafhankelijke instantie zo spoedig mogelijk voor een plenaire vergadering bijeen.

3. De voorzitter maakt het huishoudelijk reglement van de plenaire vergaderingen op. Elk lid kan aan de voorzitter voorstellen dat elke vraag die behoort tot de bevoegdheden van de onafhankelijke instantie, in de agenda van de zittingen wordt vermeld.

De vraag zal minstens zeven werkdagen vóór de vergadering ingediend worden.

4. De voorzitter kan elke externe persoon voor advies uitnodigen op de vergaderingen van de onafhankelijke instantie behalve indien daar niet mee wordt ingestemd door de meerderheid van de leden die uiterlijk zeven werkdagen vóór de vergadering zijn verwittigd.

Deze uitgenodigde personen wonen de vergaderingen van de instantie niet bij.

5. Onder dezelfde voorwaarden kan de voorzitter de vertegenwoordigers van elk bestuur ook op de vergaderingen uitnodigen.

6. De onafhankelijke instantie wijst uit haar midden een ondervoorzitter aan.

7. De onafhankelijke instantie vergadert in niet-openbare plenaire vergadering. De instantie beraadslaagt op geldige wijze als minstens de helft van haar leden aanwezig is. Indien het quorum na een eerste bijeenroeping niet bereikt is, kan de onafhankelijke instantie, ongeacht het aantal aanwezige leden, op geldige wijze beraadslagen tijdens een tweede zitting die daartoe met een opzeggingstermijn van vijftien dagen wordt bijeengeroepen.

8. De leden van de onafhankelijke instantie zijn verplicht de beraadslagingen geheim te houden.

9. De beslissingen worden genomen met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden.

De stemming bij handopsteken is de regel. Die wordt vastgesteld door de secretaris van de vergadering en door de voorzitter afgekondigd.

10. De onafhankelijke instantie kan commissies met een permanente of tijdelijke aard, waarvan ze de taken, opdrachten en werkingsmodaliteiten bepaalt, oprichten of een beroep doen op deskundigen.

11. Het door het secretariaat opgestelde jaarlijkse activiteitenverslag wordt na goedkeuring van de instantie overgemaakt aan het Waalse Parlement, aan de Regering en aan het Overlegcomité voor leefmilieu voor elke luchthaven.

Art. 3. Vergaderingen van de onafhankelijke instantie

1. De onafhankelijke instantie mag slechts beraadslagen over de agendapunten die minstens zeven werkdagen van tevoren aan de voorzitter zijn gericht of bij wijze van uitzondering over de punten die haar tijdens de vergadering worden voorgelegd omdat ze dringend zijn.

2. De voorzitter of zijn vervanger leidt de beraadslagingen.

Onder vervanger wordt verstaan de ondervoorzitter. Bij het niet-verschijnen van deze laatste wijst de voorzitter elk ander lid aan om hem te vervangen.

3. Het secretariaat van de vergaderingen van de onafhankelijke instantie wordt waargenomen door een ambtenaar die binnen de diensten van de Regering is aangewezen.

4. De plenaire vergaderingen worden genotuleerd. De notulen worden door de voorzitter van de vergadering en door de secretaris getekend. Daarin wordt gewag gemaakt van de aanwezige leden en van de genomen beslissingen.

Een exemplaar van het ontwerp van notulen wordt aan elk lid van de onafhankelijke instantie overgemaakt. Het wordt voor goedkeuring gevoegd bij de oproeping voor de volgende vergadering.

Wanneer het goedgekeurd wordt, wordt een exemplaar van de notulen gericht aan elk lid en aan de Minister tot wiens bevoegdheden de uitrusting en de exploitatie van luchthavens behoren.

5. Aangezien de beraadslagingen niet openbaar zijn, kan de onafhankelijke instantie bij een bijzondere beslissing genomen met eenparigheid van stemmen de bekendmaking ervan in de vormen en inhouden die ze gepast acht, toelaten. In dit geval worden de beslissingen bekendgemaakt.

Art. 4. De begroting

1. De voorzitter stelt de Minister tot wiens bevoegdheden de uitrusting en de exploitatie van luchthavens behoren, de jaarlijkse begroting voor de werking van de onafhankelijke instantie alsmede elke begrotingswijziging die gedurende het begrotingsjaar nodig is, voor.

Art. 5. Bezoldiging van de leden van de onafhankelijke instantie

1. De leden van de onafhankelijke instantie hebben recht op presentiegelden voor hun aanwezigheid op de plenaire vergaderingen. Het presentiegeld is een bruto forfaitair bedrag van 240 euro.

Dit bedrag is gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen van februari 2002.

2. De leden van de onafhankelijke instantie hebben recht op vergoedingen voor reiskosten overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Waalse Regering en met name hoofdstuk I van Titel II van Boek IV van de Waalse Ambtenarencode.

3. De leden van de onafhankelijke instantie ontvangen een uurvergoeding voor de diensten verleend buiten de plenaire vergaderingen.

De uurvergoeding wordt bepaald op een bruto geïndexeerd bedrag van 60 euro.

4. Het lid van de onafhankelijke instantie wiens woonplaats niet in België is gevestigd, zal op basis van bewijsstukken de terugbetaling van alle kosten die hij heeft gemaakt om de vergaderingen bij te wonen, genieten.

5. In het kader van de verplaatsingen naar het buitenland zal elk lid van de onafhankelijke instantie op basis van bewijsstukken recht hebben op de terugbetaling van de in tijdens zijn opdracht gemaakte uitgaven.

Art. 6. Technische bijstand van de instantie

1. De leden van de diensten van de Waalse Regering die belast zijn met de technische bijstand van de instantie, genieten een maandelijksse toelage overeenkomstig artikel LIV.TI.5. van de Waalse Ambtenarencode die als volgt wordt vastgesteld :

- voor de secretaris : een bruto bedrag van 250 euro per maand;
- voor een technisch assistent van niveau A : een bruto bedrag van 170 euro per maand;
- voor een technisch assistent van niveau B : een bruto bedrag van 125 euro per maand.

Deze toelage is ten laste van de begroting van instantie.

2. Als een in punt 1 bedoeld lid door de instantie erom verzocht wordt een verplaatsing in het buitenland te doen, heeft hij recht op basis van bewijsstukken op de terugbetaling van de in het kader van zijn opdracht gemaakte uitgaven.

Art. 7. Financiële delegatie

Delegatie wordt verleend aan de Directeur van de Afdeling Programma's en Luchthavenbeheer (D 323) om de uitgaven betreffende de aangiften van schuldvorderingen voor de bezoldigingen en kosten bedoeld in artikel 5 goed te keuren en te betalen.

Art. 8. Diverse opdrachten**§ 1.** Voorzitter

De voorzitter is met name ermee belast :

- de vergaderingen van de onafhankelijke instantie voor te bereiden;
- de agenda van de zittingen te bepalen ;
- ervoor te zorgen dat de aan de onafhankelijke instantie toevertrouwde opdrachten worden vervuld;
- het jaarlijkse verslag en het door het secretariaat opgestelde financiële verslag te onderwerpen aan de goedkeuring van de onafhankelijke instantie;
- de persoon belast met het vertegenwoordigen in hoedanigheid van de onafhankelijke instantietien opzichte van derden te vertegenwoordigen en af te vaardigen;
- ervoor te zorgen dat het verband wordt gelegd tussen de werkgroepen en de onafhankelijke instantie.

§ 2. De ondervoorzitter

De ondervoorzitter is met name ermee belast de voorzitter te vervangen voor alle of voor een gedeelte van zijn functies als hij verhinderd is of op delegatie van de voorzitter.

Art. 9. Overlijden, ontslag of herroeping*Voorzitter*

Bij overlijden of ontslag van de voorzitter wordt hij vervangen door de ondervoorzitter of bij gebreke van hem door de door hem afgevaardigde persoon tot de benoeming van een nieuwe voorzitter.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 betreffende de werking van de onafhankelijke instantie voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest.

Namen, 12 mei 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

BIJLAGE II

ONTWERP VAN PROCEDUREREGLEMENT

A. Toepassingsgebied van dit reglement

Artikel 1. Deze bepalingen stellen de modaliteiten vast van de uitoefening van de advies- en bemiddelingsopdrachten van de onafhankelijke instantie voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 2, 6° en 7° van het decreet van 8 juni 2001 houdende instelling van deze instantie.

B. Indiening van de aanvraag om advies of bemiddeling

Art. 2. § 1. Elke aanvraag moet wat volgt vermelden :

1° haar op duidelijke en beknopte wijze uiteengezette doel;

2° de identiteit van de persoon die ze indient;

3° elk lopend verhaalrecht voor een rechtbank;

§ 2. Elke aanvraag moet vergezeld gaan van :

1° het afschrift van de documenten die de aanvrager bezit, die van dien aard zijn dat ze zijn aanvraag steunen;

2° de vermelding dat gepaste administratieve stappen bij de betrokken instellingen en instanties zijn ondernomen of dat administratieve beroepen uitgeoefend zijn.

C. Ontvangst van de aanvraag om advies of bemiddeling

Art. 3. Wanneer een aanvraag bij de instantie wordt ingediend, bericht het secretariaat er binnen 15 dagen aan de aanvrager ontvangst van.

D. Onderzoek van de bevoegdheid van de instantie

Art. 4. § 1. Het dossier wordt behandeld door de juridische cel van de instantie die haar bevoegdheid om kennis te nemen van de aanvraag, onderzoekt. De juridische cel bereidt een ontwerp van advies ter attentie van de instantie voor.

§ 2. Het advies over de bevoegdheid wordt door de instantie goedgekeurd.

§ 3. Wanneer de aanvraag rechtstreeks onder de bevoegdheid van de instantie ressorteert, wordt ze volgens de hierna bepaalde modaliteiten behandeld.

§ 4. Wanneer de aanvraag de aangelegenheid van de geluidshinder van de luchthavens in het Waalse Gewest niet rechtstreeks betreft, wordt binnen 30 dagen nadat de instantie het advies heeft ontvangen, aan de aanvrager bij aangetekende brief betekend dat zijn aanvraag niet behandeld zal worden.

Art. 5. Als de instantie onbevoegd is, kan ze aan de aanvrager aanraden om zich te wenden bij een instantie.

E. Ontvankelijkheid van de aanvraag

Art. 6. De instantie behandelt slechts een aanvraag voorzover ze door een duidelijk geïdentificeerd burger ingediend wordt.

F. Behandeling van de aanvraag

Art. 7. Wanneer de instantie bevoegd wordt verklaard, beslist ze over de te voeren onderzoeken en over het eventuele beroep op deskundigen.

Naargelang van de complexiteit van de aanvraag evalueert de instantie de redelijke termijn voor haar behandeling.

Voorzover mogelijk is deze termijn niet langer dan 60 dagen.

De instantie belast er het secretariaat mee om de aanvrager in kennis te stellen van de geëvalueerde termijn.

Art. 8. Het secretariaat, bijgestaan door de juridische cel, maakt na onderzoeken een ontwerp van advies of aanbeveling op, dat aan de instantie wordt overgemaakt.

Art. 9. De dossiers betreffende de aanvraag om advies met inbegrip van de ontwerpen van aanbevelingen, worden door het secretariaat ter beschikking gesteld van de leden van de instantie.

Ze kunnen elk ogenblik ter plaatse geraadpleegd worden.

Art. 10. Behoudens formele en schriftelijke vergunning van de instantie mogen de lopende dossiers betreffende de aanvraag om advies niet geraadpleegd worden door andere personen dan de leden van de instantie en de leden van de diensten van de Regering die voor haar werking zijn aangesteld.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 betreffende de werking van de onafhankelijke instantie voor de controle en de opvolging inzake geluidshinder van luchthavens in het Waalse Gewest.

Namen, 12 mei 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE